



Plus d'un million de manifestants, des milliers d'arrêts de travail Il faut répondre aux revendications !

Le Medef et le gouvernement doivent rapidement répondre aux exigences sociales exprimées dans les manifestations qui ont rassemblé plus d'un million de personnes et provoqué de très nombreux arrêts de travail durant la journée d'action unitaire du 10 mars 2005 (La participation région par région).

La très forte présence des salariés du Privé dans cette journée exceptionnelle est une réponse cinglante aux tentatives de les opposer aux salariés du secteur public et aux fonctionnaires, eux-aussi massivement dans l'action.

Cette journée de mobilisation convergente et solidaire crée un rapport de forces nouveau pour la défense des revendications.

Après les actions de janvier et de février, le mouvement revendicatif franchit un cap important pour exiger que s'engagent partout des négociations réelles et sérieuses, sur des bases nouvelles en matière de salaires et pouvoir d'achat, d'emploi et de temps de travail.

Le patronat doit ouvrir sans délais des négociations dans les branches professionnelles pour prendre en compte les revendications et les propositions formulés par les salariés et leurs organisations syndicales.

Le gouvernement doit maintenant rompre avec une politique économique et sociale qui encourage les bas salaires et les basses retraites, alimente le chômage et la précarité.

L'Etat-employeur doit ouvrir sans délai les négociations salariales pour la fonction publique et les entreprises publiques.

La pression revendicative doit se poursuivre et s'étendre dans toutes les entreprises.

Après le grand succès de cette journée de mobilisation interprofessionnelle, la Cgt va maintenir les relations unitaires permettant d'envisager de futures initiatives d'actions autant que cela sera nécessaire.

D'ores et déjà, le 19 mars, à Bruxelles, des dizaines de milliers de salariés des différents pays européens porteront ensemble les mêmes exigences sociales.

Montreuil le 10 mars 2005